Déclaration de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, sur les enjeux de la nouvelle gouvernance mondiale, les crises en Afrique et au Moyen Orient, notamment en Syrie, et la conférence internationale sur le climat, Johannesburg le 10 novembre 2011.

2011-11-10

Professeur, Honorable Prof. Links,

Madame la Directrice, Honorable National Director Mrs Sidiropoulos,

Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs, Excellencies,

Mesdames, Messieurs,

C’est pour moi un grand honneur de m’exprimer aujourd’hui dans cette enceinte prestigieuse sur un enjeu majeur : la nouvelle gouvernance mondiale. Et ce n’est pas un hasard si j’ai voulu aborder ce thème ici, en Afrique du Sud, dans ce grand pays dynamique et moderne, qui incarne à la fois l’émergence de nouvelles puissances et l’essor du continent africain.

Demain, l’Afrique comptera un quart de l’humanité. Depuis une dizaine d’années, elle est devenue un acteur global. Elle l’est par sa participation au G20, où l’Afrique du Sud porte la voix de l’Afrique. Elle l’est à travers les trois pays africains qui siègent au Conseil de sécurité des Nations unies. Elle l’est parce que son destin est plus lié que jamais à celui de l’Europe et du monde.

Or aujourd’hui, on le voit bien, ce sont deux histoires qui s’écrivent sous nos yeux : celle de l’Afrique qui gagne, qui se démocratise, qui assume son passé par la réconciliation et qui se développe à des rythmes de croissance sans précédent ; et celle de l’Afrique qui reste prisonnière des guerres, de la pauvreté, de la famine et du terrorisme.

Tout l’enjeu, c’est de coordonner nos efforts pour permettre à la jeunesse d’Afrique de participer au développement du continent africain, d’accéder à l’éducation et de se voir offrir des perspectives à la hauteur de ses rêves et de ses talents. Et je suis convaincu que nos deux pays doivent continuer à montrer la voie pour que l’Afrique rejoigne l’Amérique latine et

l’Asie parmi les continents qui surmontent les vieilles fatalités et écrivent une destinée nouvelle pour leurs peuples.

Nous devons coordonner nos efforts car les grands défis auxquels nous sommes confrontés sont les mêmes.

Avec le président Zuma, le président Obiang et le Premier ministre Meles, nous avons participé la semaine dernière au Sommet du G20 à Cannes. Nous voyons bien aujourd’hui quels défis urgents nous devons relever ensemble.

Le premier d’entre eux, c’est la crise économique. Car les difficultés financières n’affectent pas seulement les économies dites «occidentales» les plus développées. J’en veux pour preuve la crise de 2008, qui a trouvé son origine aux États-Unis, mais dont l’Afrique du Sud a également subi les conséquences.

Aujourd’hui, le monde attend l’Europe, confrontée à une crise née des déficits budgétaires excessifs de certains pays, qui a amené la défiance envers les dettes souveraines. Face à cette situation, l’Union européenne a réagi. Grâce à l’action d’Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy, elle est parvenue à s’imposer des disciplines rigoureuses pour rétablir la confiance de marchés. Il faudra tenir le cap de la discipline. L’Europe et le monde ont besoin de l’euro. Et je vous le dis avec assurance : la France et l’Allemagne sont déterminées à tout mettre en uvre, avec leurs partenaires, pour que l’Europe réduise ses déséquilibres et retrouve la voie de la croissance.

Mais l’intervention d’acteurs extérieurs est aussi une bonne chose. Je pense par exemple à la Chine, dont l’Union européenne est aujourd’hui le premier partenaire commercial. Dans le monde interdépendant où nous vivons aujourd’hui, les économies émergentes ont tout intérêt à contribuer à la stabilisation des économies dites développées.

Deuxième défi : le développement. C’est une exigence politique et morale autant qu’économique. Si nous voulons atteindre autant que possible en 2015 les Objectifs du Millénaire pour le Développement, nous devons redoubler nos efforts.

Je pense bien sûr à l’éducation, à la santé et à la lutte contre la pauvreté, autant d’enjeux majeurs pour votre continent, qui réunit les deux tiers des Pays les Moins Avancés. La famine qui sévit dans la Corne de l’Afrique est le signe d’un échec collectif. Au-delà de l’aide d’urgence, c’est de coordination internationale et de réponses structurelles, définies ensemble, dont nous avons besoin. C’est tout le sens des actions que la France a suscitées à l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) et au G20.

Mais nous devons aussi développer les infrastructures, dont les carences pèsent sur la croissance africaine, renforcer l’intégration des marchés, pour améliorer la compétitivité du

continent et accélérer son insertion dans l'économie mondiale, et diversifier les économies africaines, pour les rendre moins vulnérables et moins volatiles.

La France y prend toute sa part : l'Afrique subsaharienne demeure la première priorité de notre aide au développement. Nous y avons augmenté notre effort total de 41 % depuis 2004. Aujourd'hui, nous y concentrons 60 % de notre effort budgétaire bilatéral mondial. Cet engagement fait de mon pays le deuxième contributeur en volume derrière les États-Unis.

Troisième défi commun : la sécurité. Les menaces auxquelles l'Afrique est confrontée sont des menaces qui nous concernent tous.

C'est vrai de la piraterie, qui frappe directement les côtés de l'Afrique, mais qui pèse aussi sur les échanges commerciaux entre les États, sans compter le risque permanent et intolérable des prises d'otages. Qu'il s'agisse de prévenir et contrer les attaques ou de juger les pirates, nous devons coordonner nos actions.

C'est vrai du terrorisme. Il sévit au Sahel, avec Al Qaïda au Maghreb Islamique, en Somalie et au Kenya, avec les Shabab, et au Nigeria, avec Boko Haram - l'actualité des derniers jours nous l'a cruellement rappelé. Certes, la lutte contre le terrorisme est d'abord l'affaire des pays de la région concernée. Mais ils doivent pouvoir compter sur l'appui de tous leurs partenaires. C'est dans cet esprit que l'Union européenne s'engage dans la formation des forces de sécurité en Somalie et dans des projets de développement au Sahel. C'est aussi dans cet esprit que la France a répondu présente le mois dernier quand le Kenya lui a demandé un appui logistique.

C'est vrai des trafics divers, qu'il s'agisse de celui des stupéfiants et des armes dans le Sahel, de celui des diamants et des armes dans la région des Grands Lacs ou au Zimbabwe, ou de celui des êtres humaines, avec la filière clandestine. Ces trafics se renforcent les uns les autres et alimentent le terrorisme et l'instabilité dans le monde. Là encore, nous devons conjuguer nos efforts.

Et je n'oublie pas, enfin, les affrontements intérieurs qui continuent à marquer la vie du continent africain. Je pense à la Somalie, au Darfour, au Soudan et aux violences endémiques qui affectent de nombreux pays. Nous avons bien conscience que face aux difficultés liées à des frontières héritées d'une histoire imposée, les solutions sont encore à inventer. Ma conviction, c'est que ce sont les pays qui font le choix de la démocratie et du respect des droits de chacun qui sont sur la bonne voie.

Enfin, quatrième défi commun : le défi écologique.

Le réchauffement climatique nous concerne tous. Mais ce sont les pays en développement qui sont les plus vulnérables. La COP 17 qui va se tenir à Durban sera un moment important. Nous en attendons des progrès significatifs sur la fixation de règles communes, l'adaptation

des pays aux effets du changement climatique et les financements, avec notamment la création d'un «Fonds Vert». La France et l'Union européenne sont pleinement mobilisées pour aider l'Afrique du Sud à faire de ce rendez-vous un succès.

La maîtrise de l'eau se gère à l'échelle de la planète. Mais l'Afrique, victime de la désertification et de la dégradation des terres, est particulièrement touchée. En France, nous disposons d'une expérience forte en matière hydrographique. Nous sommes prêts à la partager avec vous. Nous saluons la reprise du dialogue entre l'Égypte et l'Éthiopie sur le Nil et la qualité des échanges sur le Bassin du Niger.

L'accès à l'énergie est un enjeu majeur pour tous les pays du monde. Mais si la France a soutenu le projet de construction de la centrale au charbon de Medupi, il faut désormais que l'Afrique dépasse la dépendance vis-à-vis des énergies fossiles. C'est le sens de l'initiative Paris-Nairobi d'avril 2011, soutenue par l'Afrique du Sud. C'est aussi le sens du plan sud-africain «Integrated Resource Plan», qui accorde une place importante au nucléaire. La catastrophe de Fukushima ne remet pas en cause ce choix. Mais elle nous appelle tous à redoubler de vigilance en matière de sûreté nucléaire et à nous engager sur la voie des centrales de troisième génération.

Pour relever ces défis communs, la gouvernance mondiale a besoin que l'Afrique s'exprime pleinement. Des progrès ont été accomplis, mais il reste encore beaucoup à faire.

La large participation de l'Afrique au Sommet de Cannes en témoigne : le continent occupe aujourd'hui toute sa place au sein du G20.

Le G20, qui représente 85 % du PIB mondial et 2/3 de la population de la planète, est une instance majeure de la gouvernance mondiale. Pour la France, celle-ci doit en effet s'articuler entre les instances multilatérales universelles, les instances régionales et des instances plus informelles, comme le G20, qui ne se substituent pas aux précédentes, mais disposent d'une capacité de leadership et de réaction rapide sans équivalent. À cet égard, le G20 constitue une vraie avancée par rapport au G8, puisqu'il associe aux pays dits «développés» les grands pays émergents.

À Cannes, nous avons obtenu ensemble des résultats significatifs, qui correspondent aux priorités de la Présidence française. Ces avancées sont autant de succès pour l'Afrique.

D'abord, parce que nous avons veillé à ce que le continent soit représenté dans toute sa diversité : à travers l'Afrique du Sud, membre permanent du G20, pays africain le plus développé, symbole de l'émergence ; à travers la présidence en exercice de l'Union africaine, organisation qui incarne le projet d'une Afrique forte et unie ; à travers l'Éthiopie, qui préside le comité d'organisation du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et porte la voix des pays les plus pauvres.

Mais surtout, parce que ces avancées correspondent à des enjeux majeurs pour l'Afrique.

Je pense à la réforme du Système Monétaire International. Elle intéresse particulièrement les pays émergents, qui peuvent être confrontés à des retraits brutaux et massifs des capitaux internationaux. Cette réforme passe par la réduction des déséquilibres et la coordination accrue des politiques économiques au sein du Cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée du G20.

Je pense aussi au renforcement de la régulation financière, pour renforcer l'intégrité et la transparence des marchés financiers.

Je pense également à la lutte contre la volatilité excessive des prix des matières premières et des produits agricoles - la crise en Somalie a montré que beaucoup restait à faire dans le domaine.

Je pense enfin au développement. Nos deux pays, ont présidé avec la Corée du Sud le groupe développement du G20. Ils ont su porter un agenda commun, notamment sur les thèmes des infrastructures et de la sécurité alimentaire, qui sont prioritaires pour l'Afrique du Sud. Ils ont également eu à cœur de promouvoir l'utilisation de financements innovants, en particulier de la taxe sur les transactions financières, à laquelle mon pays est très attaché.

L'Afrique doit également occuper toute sa place au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, dont la responsabilité première est d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément à la Charte des Nations unies.

La représentation actuelle du continent dans cette enceinte justifie à elle seule l'exigence de réforme. Certes, avec trois membres non permanents - actuellement l'Afrique du Sud, le Gabon et le Nigeria -, l'Afrique n'en est pas absente. Mais ce n'est pas suffisant. Le Conseil de sécurité, créé en 1945 et réformé pour la dernière fois en 1963, doit mieux refléter la réalité du monde d'aujourd'hui. C'est pourquoi la France plaide activement pour son élargissement, et notamment pour l'attribution de nouveaux sièges à votre continent, dans les deux catégories de membres, permanents et non-permanents.

L'Union africaine a arrêté une position en 2005. Nous la respectons. Mais notre priorité est d'éviter le statu quo. Nous avons besoin de l'Afrique pour faire aboutir cette réforme indispensable.

Le Conseil a joué un rôle essentiel dans les crises récentes, et nos deux pays ont su s'appuyer sur la qualité de leur dialogue pour y prendre toute leur part.

Je pense par exemple à la Côte d'Ivoire : nous sommes parvenus à faire respecter le choix que le peuple ivoirien avait souverainement exprimé dans les urnes en conjuguant les efforts de l'Union africaine et du Conseil de sécurité.

Je pense aussi à la Libye : malgré des approches différentes, nous avons su nous parler et confronter nos positions. Je voudrais vous dire que c'est l'honneur de l'Afrique du Sud que d'avoir voté la résolution 1973. Cette résolution nous a permis de faire appliquer le principe de responsabilité de protéger et d'éviter des massacres à grande échelle. Elle nous a également permis de soutenir le peuple libyen dans son élan vers la liberté d'opinion, le respect de la dignité humaine et la démocratie. Aujourd'hui, une Libye nouvelle est née, et nous sommes à ses côtés pour l'accompagner dans sa reconstruction. L'Union africaine doit y prendre toute sa part. Je n'ai cessé de plaider en ce sens et je continuerai à le faire.

Malheureusement, du fait de l'opposition russe et chinoise, le Conseil de sécurité n'est pas capable d'intervenir sur la Syrie, ni même d'exercer une pression politique sur le régime de Bachar El-Assad. Je l'ai dit à plusieurs reprises, ce silence est un scandale et nous ne pouvons pas baisser les bras. Comment le peuple sud-africain, héritier du combat de l'African National Congress, qui fit appel à la communauté internationale pour sanctionner les actes de la petite minorité qui bafouaient les droits fondamentaux de l'Homme, pourrait-il rester sourd à la détresse des Syriens ? Comment pourrait-il rester indifférent face aux crimes contre l'humanité qui sont commis en Syrie ? Le peuple syrien lui aussi a droit à la liberté et à la démocratie.

Enfin, l'Afrique doit pouvoir trouver toute sa place dans la nouvelle gouvernance mondiale de l'environnement que nous appelons de nos voeux. La conférence de «Rio + 20», qui se tiendra en 2012, sera une étape essentielle vers la création d'une Organisation mondiale de l'environnement.

Pour le continent africain, ce projet est l'occasion d'accueillir la première organisation internationale sur son sol, à Nairobi.

L'Union africaine le soutient officiellement depuis la fin du mois d'octobre. L'Afrique est ainsi la première à avoir pris une position forte sur le sujet. Elle confirme son rang d'acteur majeur du développement durable et de «Rio + 20». La France s'en réjouit et se félicite que l'Afrique du Sud ait joué un rôle moteur en ce sens. Avec l'Union européenne, mon pays appuiera sans réserve cette revendication africaine.

Mais la Gouvernance mondiale doit aussi pouvoir s'appuyer sur des ensembles régionaux forts et organisés, qui se parlent entre eux et se nourrissent de la vitalité de leurs relations bilatérales.

L'Afrique a mis en place les instruments de sa propre gouvernance. Je pense avant tout à l'Union africaine et à ses institutions, principalement la Commission et le Conseil de Paix et de Sécurité. Mais je n'oublie pas la Cour de Justice, le groupe des Sages et le Parlement panafricain, qui a son siège ici, en Afrique du Sud. Je n'oublie pas non plus la Force africaine

en attente, qui monte en puissance et s'appuie sur les forces en attente des Communautés Économiques Régionales.

Le bilan est positif. En moins de dix ans, l'Union africaine est devenue un acteur incontournable. Elle a réaffirmé les principes du droit et contribué à rétablir la démocratie. Elle a condamné les coups de force, comme au Niger, et favorisé le retour de la démocratie en Guinée. Elle a appuyé l'action des communautés régionales, comme la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) : on l'a vu à Anjouan et à Madagascar. Malgré toutes les difficultés, les forces AMIS, puis MINUAD, ont sauvé de nombreuses vies au Darfour. La force de paix de l'Union africaine, l'AMISOM, effectue un travail remarquable en Somalie, où elle a rencontrés des succès récents.

L'Union africaine gagnerait aujourd'hui à améliorer sa rapidité de décision - nous avons vu sur la crise libyenne combien il est difficile de faire adopter une position commune par 53 pays, nous en savons quelque chose en Europe. Elle gagnerait aussi à disposer d'une force capable d'intervenir vigoureusement. Le jour viendra où ce seront les forces de l'Union africaine et des Communautés économiques régionales qui interviendront, probablement seules, pour résoudre les crises les plus graves du continent et répondre aux urgences humanitaires. C'est parce que nous voulons que l'Afrique ait les moyens de ses ambitions et que nous croyons dans les objectifs que l'Union africaine s'est assigné que la France a choisi d'adapter la nature de sa présence militaire sur le contient en révisant tous ses accords de défense. Le président Sarkozy l'a indiqué dans son discours du Cap, le 28 février 2008.

Le partenariat stratégique Union africaine - Union européenne peut nous aider à avancer en ce sens. Je pense au partenariat «paix et sécurité», et notamment au premier cycle d'entraînement de la Force africaine en attente à la planification et à la conduite d'opérations, qui a été conduit de novembre 2008 à novembre 2010. Il faut désormais que les États s'engagent davantage et ne laissent pas les commissions de l'Union européenne et de l'Union africaine faire tout le travail. Nous comptons sur l'Afrique du Sud pour mobiliser ses partenaires au sein de l'Union africaine, comme nous nous y employons en Europe.

Ma conviction, en effet, c'est que le dialogue entre la France et l'Afrique du Sud est un atout majeur.

Notre relation est d'abord une volonté politique, un dialogue tourné vers l'avenir, comme en témoigne le «partenariat stratégique» signé en mars 2011 lors de la visite d'État du président Zuma. Elle repose sur la certitude qu'il ne saurait y avoir d'action efficace au service de l'Afrique que si nos deux pays unissent leurs efforts. Nous le faisons au Conseil de sécurité, où nos échanges ont toujours été excellents, même quand nos analyses divergeaient. Nous le faisons au G20. Nous le faisons aussi à l'UNESCO, où la France et l'Afrique du Sud ont toutes deux voté pour l'adhésion de la Palestine.

Mais notre amitié est aussi une relation entre nos deux peuples, entre nos deux cultures, entre nos deux économies. Nous devons la renforcer. La saison croisée France-Afrique du Sud, qui se tiendra en 2012 et en 2013, nous offrira de nombreuses occasions de développer nos échanges culturels, universitaires et commerciaux. Je sais aussi que vous envisagez la création, pour 2012, d'une agence sud-africaine pour le partenariat et le développement. L'Agence française de développement, qui travaille en partenariat avec votre pays depuis sa transition, se tient prête à vous accompagner dans ce projet.

Mesdames, Messieurs,

Depuis ma précédente visite en Afrique du Sud, dont je garde un souvenir ému, quelques mois avant les élections qui devaient porter Nelson Mandela au pouvoir et mettre définitivement fin aux années sombres de l'Apartheid, bien des choses ont changé. La Nation arc-en-ciel s'est profondément transformée. Elle a su mener à bien une transition pacifique vers la démocratie et relever des défis sociaux et économiques majeurs.

Aujourd'hui, elle a un rôle majeur à jouer dans le destin du monde. Et je le dis devant vous, les jeunes étudiants de la Willowridge high school, qui êtes parmi les lauréats du concours «Model» organisé par les Nations unies et qui écrirez demain l'histoire de votre pays. Je sais pouvoir compter sur vous pour contribuer à l'émergence de cette gouvernance que nous appelons de nos vœux. Je sais pouvoir compter sur vous pour permettre au continent africain de faire entendre sa voix dans le concert du monde.

Je vous remercie.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 14 novembre 2011

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/183946-alain-juppe-10112011-enjeux-de-la-nouvelle-gouvernance-mondiale